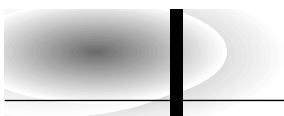


Mot du comité exécutif
de la Fédération nationale
des enseignantes et des enseignants
du Québec (CSN)



Madame Claudette Carbonneau, présidente de la CSN,
Monsieur Arthur Sandborn, président du Conseil central du Montréal métropolitain,
Délégué-es,

Au nom du comité exécutif, je veux d'abord souhaiter la bienvenue à vous toutes et tous, délégué-es au conseil fédéral, et en particulier aux nouvelles et nouveaux délégués qui participent pour la première fois à cette instance qui regroupe les délégations des syndicats, et ce, depuis le 27^e Congrès fédéral qui s'est tenu en mai dernier.

Compte tenu de cette réalité, le présent conseil fédéral va constituer en bonne partie une suite au dernier congrès. Nous allons reprendre en effet des recommandations qui devaient y être soumises, mais qui n'ont pas pu être débattues. Mentionnons à cet égard les questions liées à la vie syndicale et au développement de la fédération, une dernière recommandation sur l'action politique et, enfin, la question d'*Une école pour tout le monde*, qui aborde des enjeux cruciaux dans l'évolution du système d'éducation de base au Québec.

Mais avant de présenter brièvement ces points, ainsi que les autres questions qui seront abordées durant le présent conseil, il importe de souligner la présence parmi nous de deux invitées mexicaines qui interviendront durant le conseil. Dans les analyses politiques du comité école et société et du comité action internationale, il a maintes fois été souligné que la mondialisation du capital devait trouver son contrepoids dans une mondialisation des forces progressistes, à laquelle la FNEEQ participe dans la mesure de ses moyens. Une délégation de solidarité s'est rendue en Palestine dans cet esprit il y a deux ans, puis une autre au Forum social mondial de Caracas en 2006. C'est aussi dans cet esprit que la FNEEQ (CSN) est membre de l'Internationale de l'Éducation et qu'elle joue un rôle actif au sein de la Coalition trinationale pour la défense de l'école publique, qui regroupe des organisations syndicales enseignantes du Mexique, des États-Unis et de l'État canadien.

C'est à ce dernier titre que nous nous sommes sentis directement interpellés par les événements dramatiques qui ont marqué la commune d'Oaxaca il y a quelques semaines.

Le personnel enseignant de l'État d'Oaxaca, dans le sud-ouest du Mexique, a déclenché une grève importante, pour obtenir de meilleurs salaires et pour la dignité du peuple d'Oaxaca. Cette grève a été soutenue par l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), qui est devenue partie prenante du mouvement de protestation. L'APPO représente les plus pauvres de cette région du Mexique, celles et ceux qui vivent avec moins de trois dollars par jour. La grève s'est transformée en soulèvement dont la revendication principale, encore à ce jour, demeure la démission du gouverneur de l'État, Ulises Ruiz.

Malgré une répression sanglante ordonnée par le gouverneur de l'État et l'assassinat d'un caméraman étranger par des forces paramilitaires, les insurgés de l'APPO, dont plusieurs enseignantes et enseignants, ont continué à résister énergiquement. Le président Vincente Fox a déployé la police fédérale préventive dans la ville d'Oaxaca où la situation demeure encore aujourd'hui fort inquiétante. Depuis, de nombreuses exactions ont été commises par ces forces militaires, plusieurs morts sont à déplorer et plusieurs arrestations ont été faites lors de manifestations qui se sont poursuivies jusqu'à tout récemment.

Le 18 décembre dernier, un appel a été lancé pour la constitution d'une brigade enseignante internationale, à la fois pour exprimer le soutien du monde enseignant et pour être, le temps de quelques jours, un écran de protection pour la population et le personnel enseignant de l'État d'Oaxaca. Christiane Malet, membre du comité action internationale, a accepté d'y être déléguée pour la fédération, à quelques jours d'avis. Avec un représentant de la CSQ, sa participation a pu rendre bien concret l'appui de la FNEEQ et nous sommes fiers de pouvoir dire aujourd'hui que ce geste d'appui des enseignantes et des enseignants du Québec a contribué directement à la libération d'une trentaine de personnes incarcérées à la suite du soulèvement populaire.

Nous voulons donc dédier le présent conseil à la résistance exemplaire que poursuivent les enseignantes, les enseignants et tout le peuple de l'État d'Oaxaca. Nous recevrons ainsi, dans ce conseil fédéral, deux enseignantes qui ont été déléguées par la Coalition trinationale pour une éducation publique. Ce sont Georgina Tecla Yalin, professeure et syndicaliste à l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM), qui représente le Collectif de coordination de la section mexicaine de la coalition, ainsi que Raquel Cruz Manzano, enseignante de la région d'Asuntos de l'État d'Oaxaca et représentante de la section 22 du Syndicat national des travailleuses et travailleurs de l'éducation (SNTE) qui regroupe, entre autres, les enseignantes et les enseignants dans l'État d'Oaxaca.

Dans un autre registre, nous accueillerons également un collègue de la FNEEQ qui subit actuellement, de la part de son employeur, une répression arbitraire peu commune. Il s'agit de Maurice L'Éplatténier, président du Syndicat des enseignantes et des enseignants du Collège LaSalle - CSN, qui a été congédié le 1^{er} novembre dernier sous des prétextes totalement injustifiés.

Ce geste du collège est intervenu alors même que les négociations s'engageaient avec le syndicat et il s'agit ainsi d'une intention d'intimidation digne des pires employeurs au Québec. Il faut mentionner qu'au cours des assemblées générales et des manifestations de soutien qui ont suivi le congédiement, l'employeur a poursuivi cette attitude de harcèlement en se présentant aux activités pour épier les salarié-es qui exprimaient leur solidarité.

Des recours juridiques ont été entrepris et une mobilisation s'est engagée immédiatement pour faire en sorte que Maurice retrouve ses droits. Nous avons déjà obtenu que le collège lui permette de se rendre à son bureau et au local syndical. Nous sommes en attente de la décision arbitrale sur son congédiement à la suite des auditions que nous avons voulues les plus rapides possibles. Le présent conseil fédéral sera l'occasion de faire le point sur la situation de la négociation et de réitérer à Maurice tout notre appui.

Le dernier congrès de la FNEEQ s'est tenu à l'enseigne de l'engagement. On ne pourrait trouver mieux pour décrire l'attitude que nous avons voulu avoir depuis mai dernier face à toutes les exigences de la conjoncture. Tant sur le plan international qu'au regard des enjeux politiques au Québec ou sur le plan sectoriel de la FNEEQ, nous avons cherché à relever les défis nombreux qui, pour plusieurs, avaient été anticipés dans les délibérations tenues en mai dernier.

Tout en poursuivant la campagne pour soutenir l'accès des Afghanes à l'éducation, nous avons plongé dans le débat sur l'intervention militaire canadienne en Afghanistan, en cherchant une approche respectueuse de la position du congrès et qui prenne en compte la réalité du peuple afghan aux prises avec les seigneurs de la guerre ou les Talibans.

Nous avons voulu jouer un rôle actif au regard du débat qui se développe dans l'État canadien sur l'Accord général sur le commerce des services. En ce sens, nous avons participé, de concert avec d'autres organisations syndicales québécoises et canadiennes, surtout en éducation, aux représentations qui ont été faites au gouvernement canadien concernant les dangers de la déréglementation du commerce des services, et ce, en continuité directe avec les positions prises en congrès fédéral à cet égard.

La FNEEQ prépare déjà le 5^e Congrès de l'Internationale de l'Éducation, via la participation à un groupe de travail sur la formation professionnelle et technique, et par la participation à une conférence des affiliés des pays de l'OCDE sur un enjeu important en enseignement postsecondaire, celui du développement de l'éducation publique dans un contexte de mobilité géographique et de diversité culturelle accrues.

Mais le plus important de notre implication au cours de l'automne a été celui de s'engager comme organisation, dans l'intérêt des membres que nous représentons, à profiter de la conjoncture préélectorale au Québec et au Canada pour faire entendre notre point de vue et nos revendications.

D'abord quelques mots sur le financement de l'éducation qui demeure sans conteste la préoccupation de l'heure dans la conjoncture politique canadienne et québécoise. Les gouvernements Charest et Harper, comme les interventions de Claudette et d'Arthur l'ont mentionné, fourbissent leurs armes en vue des élections générales.

Nous saurons donc dans les prochains mois si des transferts fédéraux plus importants seront faits en éducation postsecondaire. Commis dans le débat sur le déséquilibre fiscal, le gouvernement Harper a pris soin, comme nous le mentionnions en mai dernier, de le situer de manière globale, afin de protéger le calendrier et ses marges de manœuvre pour bénéficier au maximum des impacts politiques de décisions conduisant à un accroissement du financement de l'éducation supérieure.

Pendant ce temps, le gouvernement du Québec, pour montrer sa bienveillance dans ce domaine, comme dans d'autres d'ailleurs, a annoncé une injection de ressources pour les universités et les cégeps. Il s'est empressé d'en effectuer l'annonce au mois d'août dernier, mais a voulu ensuite en tirer tout le profit médiatique possible en la réitérant en grande pompe, au mois de décembre, lors d'une conférence de presse officielle avec le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Jean-Marc Fournier, le président de la CRÉPUQ et celui de la Fédération des cégeps.

Ce réinvestissement de 320 millions de \$ peut paraître intéressant, mais ces sommes s'étalent sur trois ans, et comportent un 50 millions de \$ non récurrent. Cette année, les universités recevront 90 millions, et les cégeps un maigre 40 millions. Les estimations patronales actuellement chiffrent à plusieurs centaines de millions par année, pour chacun des ordres d'enseignement, le niveau de réinvestissement à atteindre. Mais le plus instructif dans cette démarche est de connaître comment la répartition est prévue.

Du côté des cégeps, il semble avoir été assez facile d'obtenir une entente entre le ministère et la Fédération des cégeps. Mais il faut savoir que rien dans ce réinvestissement, bien en dessous des besoins, n'est prévu pour l'enseignement qui représente pourtant la mission première des cégeps et qui constitue la partie essentielle du budget de ces derniers!

Il est pourtant facile de comprendre que c'est le sous-financement de l'enseignement qui affecte le plus la mission fondamentale des institutions, davantage que quoi que ce soit d'autre. Et pourtant, pas un iota de ces ajouts n'y est consenti!

Dans les universités, l'accord entre le ministère et les recteurs a été très difficile à obtenir. La nouvelle grille de financement, basée sur les coûts réels, pénalise, selon le ministère, certaines universités. Le réinvestissement constitue l'occasion d'implanter la nouvelle formule en assurant un financement minimal pour toutes les universités. Trop minimal, à l'évidence!

Dans le communiqué du ministère, on notait des objectifs semblables à ceux établis pour les cégeps, à la différence que ce réinvestissement pourrait servir, nous citons, à *l'embauche de nouveaux professeurs*, sans mention aucune des chargé-es de cours ou plus généralement de l'enseignement. Après une rencontre avec le ministère, on nous a assurés que les critères énoncés dans le communiqué n'étaient pas limitatifs et qu'ils n'excluaient pas que cet argent neuf puisse servir à soutenir le travail des chargé -es de cours.

Il est certain que la répartition des sommes dans les universités sera l'objet d'un arbitrage dans les établissements. C'est dire combien nous devons être vigilants quant au sort qui sera fait de ces sommes par les directions d'établissements universitaires. Les syndicats de chargé-es de cours, actuellement en négociation, auront une tâche de premier plan à ce titre. Nous sommes convaincus qu'ils ne manqueront pas de se manifester pour obtenir les moyens d'assumer pleinement leurs responsabilités au regard de la formation des étudiantes et des étudiants et, ainsi, de la mission essentielle des universités.

La bataille pour un financement adéquat en éducation ne fait que débuter. Dans ce contexte, les négociations des syndicats de chargé-es de cours constituent un maillon essentiel du combat que nous menons dans l'enseignement universitaire. Les travaux qui se poursuivent sur la tâche des enseignantes et des enseignants de cégep en est un autre. Mentionnons aussi le rôle que le regroupement cégep a joué sur la question du sous-financement au sein du rassemblement organisé par la Coalition-cégeps à ce sujet.

Les besoins du Québec en matière d'enseignement supérieur sont énormes et ce n'est ni par des injections ponctuelles, ni en remettant en question des choix sociaux, tels l'accessibilité financière, que le gouvernement pourra dynamiser ce secteur crucial pour le développement du Québec. Il faut trouver des sources de financement récurrentes. La longue marche pour obtenir les transferts fédéraux de plus de 1 milliard de \$ auxquels le Québec devrait avoir droit devra se conclure. Mais il faut aussi examiner d'autres pistes essentielles pour faire face aux exigences sociales de l'enseignement supérieur : réexaminer le pacte fiscal, notamment avec les entreprises, et éliminer des abris fiscaux qui privent la société québécoise de la marge de manœuvre dont elle a besoin sur le plan budgétaire. C'est dans cette perspective que le dernier congrès fédéral nous a invités à nous mobiliser et la première échéance électorale, qui se produira vraisemblablement au Québec, sera pour nous une occasion de faire valoir cette revendication.

Notre engagement durant l'automne a été aussi de relever le défi de l'action politique. Nous avons cherché non seulement à soutenir la campagne de sensibilisation politique engagée par la CSN, mais nous avons tenté, dans les cégeps, de donner un sens à cette idée d'éducation politique, en procédant, de concert avec la FAC et la FEC-CSQ, à la diffusion massive d'une brochure intitulé *Parlons politique!* adressée aux étudiantes et aux étudiants.

En lien avec la gouvernance libérale dans son ensemble, et dans une perspective de bâtir la riposte à la loi 43 (dite projet 142), cette campagne vise à rejoindre un nombre élevé d'étudiantes et d'étudiants, sinon la totalité de la population étudiante, afin de les sensibiliser aux enjeux sociaux et politiques au Québec. Il s'agit d'une action d'éducation politique, mise en branle partout dans le réseau collégial, qui participe à ce débat de société si nécessaire compte tenu des orientations adoptées par les gouvernements en place à Québec et au Canada. Le succès de la campagne est manifeste. Elle dérange, comme en font foi les commentaires d'éditorialistes de droite qui se sont sentis obligés de la dénigrer. Mais elle rejoint son objectif de susciter des débats dans nos rangs comme sur la place publique et, à terme, c'est plus de 75 000 étudiantes et étudiants qui auront ainsi été rejoints.

Si nous avons voulu cette campagne concentrée pendant quelques semaines, c'est que nous savons que ce genre d'opération et la portée d'un tel travail ne peuvent se limiter dans le temps. Or, ce document demeure toujours d'actualité et la campagne se poursuit encore dans des cégeps où des activités sont prévues durant la session qui vient. Les discussions ainsi prendront certainement une allure plus directement liée à la conjoncture électorale, ce que nous croyons aussi essentiel comme conséquence.

D'ailleurs, le dernier sondage réalisé par CROP sur l'opinion de la population québécoise témoignant de son attachement aux services publics et aux politiques sociales, nous encourage à persévérer dans la défense d'une approche de solidarité pour l'avenir du Québec. Parmi les résultats les plus importants, il faut noter le fort taux de soutien à une telle perspective de la part des jeunes rejoints par le sondage. Le directeur de CROP n'en est pas revenu! Malgré tous les efforts déployés par les « lucides », la distance que prend un large pan de la jeunesse devant le discours démonisant la dette est confirmée, et nous y avons sans doute été pour quelque chose. Ce sondage est un encouragement à poursuivre le travail d'éducation entrepris et le mandat que la FNEEQ s'est donné pour viser une *école pour tout le monde*.

Au cours des prochaines années, la FNEEQ connaîtra des bouleversements importants à plusieurs niveaux. Le renouvellement du corps enseignant est maintenant bien engagé et ira en s'accéléralant pour nous conduire, à court terme, à un renouvellement majeur du personnel enseignant. C'est dans cette perspective que nous avons amorcé la discussion sur la vie syndicale et que nous poursuivrons, dans le présent conseil, sur le développement de la fédération.

Ce changement amènera un renouvellement politique et militant de l'ensemble des syndicats. Et, puisque la CSN n'y échappe pas non plus à cette relève de la garde, on y retrouvera l'écho du renouvellement du personnel salarié qui a cours dans nos établissements. Le phénomène a commencé à la FNEEQ où de nouvelles personnes salariées se joindront très bientôt à l'équipe actuelle, qui fait preuve de son côté, et nous tenons à le signaler, de beaucoup de dynamisme et d'un engagement authentique envers les valeurs que défend la FNEEQ.

Avec le dernier congrès fédéral, par le biais d'une discussion sur les coordinations des regroupements en vue de valoriser leur fonction, nous avons amorcé une amélioration de notre fonctionnement politique afin de mieux faire face à ces nouvelles réalités de la composition de la fédération. Ces coordinations sont dorénavant mieux intégrées à la vie politique de la FNEEQ et nous sommes convaincus, à cet égard, que le congrès fédéral a fait le bon choix.

Par ailleurs, ce sont toutes les dimensions de la vie de la FNEEQ qui doivent constamment être revues dans la perspective de mieux faire encore.

Déjà, au bureau fédéral, nous avons procédé à un examen de différents aspects du travail de la fédération, dont l'information, et nous sommes fiers de vous annoncer que nous disposerons d'une nouvelle vitrine publique sur le Web au cours des prochaines semaines, par le biais d'un site basé sur un logiciel libre. Nous espérons que la facture vous plaira, que vous pourrez apprécier l'effort d'amélioration du site Internet et qu'il pourra accompagner notre travail pendant quelques années, car nous le voulons le plus flexible possible, afin de répondre aux exigences de notre combat.

Nos trois regroupements seront appelés, au cours des mois qui viennent, à poursuivre avec acharnement d'importantes luttes dont le dénominateur commun est la reconnaissance syndicale. Reconnaissance syndicale à travers des conventions qui devront, dans le secteur privé, être explicites là-dessus et admettre le rôle primordial d'un syndicat dans un établissement d'enseignement. Reconnaissance syndicale dans les cégeps, où l'on ne peut permettre de reculer en ce domaine malgré la loi 43, et où nous allons poursuivre sans relâche la bataille de la tâche, entreprise lors de la dernière non-négociation. Reconnaissance syndicale, enfin, chez les chargé-es de cours qui connaîtront au cours des prochaines semaines une période intense de négociation, et dont la bataille pour faire admettre leur contribution à la mission universitaire n'est jamais terminée.

La FNEEQ appuiera et stimulera sans réserve chacune de ces légitimes démarches. Un conseil fédéral n'est sans doute pas le lieu d'en partager les détails stratégiques, mais il permet de mieux en comprendre le sens, par des débats et des échanges sur les enjeux sociaux qui en tissent la toile de fond.

Délégué-es,

Bons débats et vive la FNEEQ (CSN).

Merci !